# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste



## La proie ou l'ombre

B d'emploi, qu'on en juge : il vient d'annoncer la création de 11 600 emplois d'ici à 1985 dans les régions les plus frappées par le chômage. Plus, à l'instar de son chef Giscard d'Estaing, qui voyait la crise refluer comme les eaux après l'inondation, Barre voit, quant à lui, « la décrue du chômage ». Au total, les travailleurs auraient bien tort de s'inquiéter : le chômage massif, ce n'est qu'un mauvais moment à passer.

Il faut reconnaître que le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour faire accepter le coup extrémement brutal qu'il vient de porter aux sidérurgistes de Lorraine et du Nord : les 2 700 licénciements qui devraient s'opérer d'ici 1982.

Le but à peine caché de toute l'agitation de Barre, c'est de désamorcer le formidable potentiel de colère et de révolte que la politique des monopoles a créé dans ces régions. Empêcher que la révolte et la colère ne se transforment en lutte, voilà l'unique préoccupation qui dicte au gouvernement ses discours lénifiants et ses promesses de création d'emplois dérisoires.

Car la révolte est là et la colère est grande.

Les dizaines de milliers de travailleurs qui manifestaient la semaine dernière dans les rues de Metz, tout autant que leurs camarades de Denain ou de Valenciennes, refusent avec force de se plier à la logique capitaliste de la fatalité du chômage. Barre n'ayant pas réussi à convaincre les travailleurs que le drame des chômeurs est la contrepartie inéluctable « de notre adaptation aux mutations mondiales », il voudrait les rassurer : « Patientez, laissez faire et je vous donnerai du travail sur place ».

Eh bien non, les 27 000 licenciements de la sidérurgie, pas plus que les autres, il ne s'agit pas de les accepter ni de se résigner, plus ou moins, en comptant sur de fausses garanties gouver-nementales. Ce qui demeure plus que jamais à l'ordre du jour, c'est d'empêcher les licenciements par la lutte unie, résolue et massive de les sidérurgistes, une lutte à laquelle l'ensemble de la classe ouvrière ne manquerait pas d'apporter son soutien.

Il ne s'agit donc pas de négocier avec le gouvernement par députés interposés du nombre de « création d'emplois », au demeurant parfaitement aléatoire.

Non aux 27 000 licenciements: il ne peut pas être question aujourd'hui de lächer la proie pour l'ombre.

## BARRE:

## «Acceptez 3 licenciements et vous aurez peut-être un emploi...»

(Voir articles pages 3 et 4)

## Liesse à Téhéran

A Y est, il est parti...

Bien qu'attendue, l'information s'est répandue comme une trainée de poudre dans le rues de Téhéran. A peine la radio avait-elle annoncé la nouvelle que des dizaines de milliers de personnes étaient déjà dans la rue, hurlant leur joie et appelant plus que jamais Khomeiny à rentrer en Iran.

Dire que le Shah est parti n'est d'ailleurs pas tout à fait conforme à la réalité. Plus exactement, il a filé, n'ayant même pas le courage d'affronter les journalistes comme il était prévu. C'est à bord du boeing prive de la famille impériale que le Shah a quitté Téhéran pour se rendre aux USA via Le Caire où il a été accueilli

par le président égyptien Sadate. A peine le Shah avait-il quitté l'Iran que tous les vestiges rappelant la dynastie des Pahlavi devenaient la cible de la foule, que la première statue du Shah était déboulonnée et réduite en pièces. Toutes les autres suivirent dans la journée, si bien qu'on ne sait même pas si il en reste une seule sur une place publique dans tout l'Iran. C'est dire la haine qu'avait accumulé pendant ces 37 années de règne et de terreur le peuple iranien à l'égard de ce tyran. Libérée, toute cette haine surgissait d'un seul coup des mil-lions de gorges enfin libérées. Toute la journée, l'armée est

Toute la journée, l'armée est restée relativement à l'écart, discrète et répondant même parfois aux essais de fraternisation engagés par le peuple. Plusieurs chars étaient couverts de fleurs, des œillets rouge et blancs, et arboraient l'effigie du chef religieux.

Cette attitude des militaires ne signifie toutefois pas que tout danger de coup d'Etat militaire soit définitivement écarté. Resté seul, mais disposant du soutien



Le départ du Shah a provoqué une explosion de joie en Iran.

des Américains, le premier ministre Chapour Baktiar continue à alterner déclarations d'ouverture et déclarations de fermeté. Sa marge de manœuvre est sans aucun doute extrêmement étroite, pour

ne pas dire plus.

A Paris, l'ayatollah Khomeiny n'a toujours pas annoncé son retour en Iran. Il a cependant renforcé ses instructions pour la mise en place d'une République islamique et a précisé qu'il considérait que tous les biens du Shah appartenaient en fait à l'Etat et au peuple iraniens, qu'ils se trouvent en Iran ou à l'extérieur, et qu'en conséquence, le futur gouvernement entamerait des démarches pour les récupérer.

(Voir article page 2)

#### Les résistants cambodgiens reprennent une ville aux Vietnamiens

D'après les correspondants de presse, l'armée cambodgienne aurait infligé aux occupants vietnamiens un revers de première importance en reprenant, après de très durs combats, le port de Kompong Som. Si cette nouvelle se confirme, elle aurait une importance capitale pour le ravitaillement en aide chinoise de la guérilla patriotique. Deux navires marchands chinois étaient déjà signalés mardi au large des côtes cambodgiennes.

(Voir aussi page 2)

## La fin de 37 ans de règne et d'oppression

19 EST mardi que la radio de Téhéran a annoncé le départ « en vacances du Shah ». A la minute même, ce fut une véritable explosion de joie populaire dans toutes les rues de la capitale, les voitures, klaxons bloqués, se noyant dans le flot de la foule venue crier sa joie. A moins d'un coup d'Etat militaire toujours possible, il y a gros à parier que ces vacances du Shah pourraient bien durer très longtemps. Ce départ du Shah, définitif peut-on espérer, met fin à trente-sept années de règne, trentesept années d'oppression forcenée du peuple et de

C'est en 1941 que Mo-hamed Rezza Palavhi succède à son père Reza Khan dont les sympathies proallemandes sont trop pro-noncées au gré des Bri-tanniques qui dominent alors largement le pays. Celui-ci est envoyé en exil en Afrique du Sud où il meurt trois ans plus tard.

L'après-guerre est immédiatement marquée par plusieurs révoltes nationalistes, celle des Azerbaïdjannais et celle de Kurdes, en 1946 ; celles-ci sont rapidement

C'est en fait entre 1950

et 1953 que va se sceller, pour presque trois décades, le sort de l'Iran. C'est en 1950, en effet, que le docteur Mossadegh commence à remettre sérieusement en cause la toute puissance sociétés pétrolières étrangères dans le pays. Au premier plan est visée la compagnie britannique « Anglo Iranienne ». Natio-naliste convaincu, Mossa-desh incorpe un large coudegh incarne un large courant populaire. A de nom-breuses reprises, le peuple descend dans la rue pour exiger la nationalisation des sociétés pétrolières et, en mars 1951, le gouvernement

doit céder, la loi de natio-

nalisation est votée en mars

et Mossadegh est nommé

premier ministre un mois

plus tard.

Pendant deux années, Mossadegh va multiplier les réformes : suppression des corvées auxquelles sont encore soumis les paysans, abolition des taxes féodales, amélioration de la condition des ouvriers. Toutes ces réformes ne se passent évidemment pas sans pro-blèmes. A chaque fois, Mos-sadegh doit affronter le Shah, l'aristocratie et la pression des puissances im-périalistes de l'époque. En 1953, le conflit prend un tour encore plus aigu. Accusé d'être un agent communiste, alors qu'il est en fait nationaliste, Mossadegh est victime d'une véritable campagne de presse internatio-nale et, le 15 août, le Shah et sa garde impéria-le tentent un coup de force pour le renverser.

C'est un échec et le Shah doit fuir précipitam-ment. Le 18 août, Mossadegh annonce la création imminente d'un conseil de régence. Mais c'est là comp-ter sans la CIA. Depuis la Suisse, Allen Dulles, l'am-bassadeur américain à Téhéran, manœuvre dans l'ombre et, le 19 août, le général Zahedi investit les bâtiments officiels et prend le pouvoir. Mossadegh est jeté en prison et le Shah revient au pouvoir. L'opération a coûté 10 millions de dol-lars à la CIA, plus 45 milsonnellement au Shah « en remerciement ». Une répression sauvage s'abat sur le

En 1956, le Shah fonde la Savak, la police poli-tique, dont la triste répu-tation franchira bientôt les Emprisonnefrontières. ments, assassinats, tortures deviennent les véritables piliers du régime. Cela n'endigue pas cependant le mouvement populaire. Une grève des 30 000 ouvriers de la briquetterie de Téhéran se solde par l'assassinat de 50 grévistes. Les manifestations se poursulvent ainsi jusqu'en 1963. C'est en juin de cette année que prend naissance un grand mouve-ment spontane dans lequel les religieux jouent un rôle important. Parmi eux, Khomeiny. Des dizaines de milliers de manifestants, travailleurs et intellectuels, descendent dans la rue aux cris de « A bas la dictature ». Le Shah donne personnelle-ment l'ordre de « tirer pour tuer ». L'armée fera 15 000 morts. Khomeiny doit s'exiler en Turquie, puis en Irak.

Pendant la période suivante, le Shah va accomplir sa réforme agraire, « la ré-

volution blanche ». En fait, sous couvert de réforme agraire, il s'agit de substituer à l'agriculture féodale une agriculture de type capitaliste dans laquelle les intérêts impérialistes sont aux premières loges. Mystifiès et dépouillés par le jeu capita-liste du crédit, les paysans doivent quitter en masse leurs terres pour aller s'en-tasser dans des bidonvilles

autour des grandes villes. Cela n'empêche pas le Shah de se faire couron-ner empereur le 27 octobre 1967 et d'organiser en 1971 des cérémonies d'un faste inouï pour célébrer le 2500e anniversaire de l'empire perse. Ces fêtes coûteront plusieurs centai-nes de millions de dollars au peuple iranien.

En 1973, le Shah signe un nouvel accord avec les sociétés pétrolières. L'Iran s'assure la maîtrise de sa production pétrolière et, en décembre de la même an-née, l'Iran est à la tête des pays de l'OPEP qui décident un quadruplement du prix du pétrole. Ces rentrées financières ne profiteront cependant en rien au peu-

Le 7 janvier 1978 ont

Des combats se développent

lieu, à Qom, les premiers troubles sanglants suite à des manifestations de soutien à Khomeiny : 60 morts. Dans l'ensemble de l'année, plusieurs milliers de per-sonnes vont tomber, victi-mes de l'armée du Shah. Les manifestations ne s'en poursuivront pas moins, de plus en plus nombreuses,

pour atteindre, le 11 décem-bre, plusieurs millions de

manifestants dans tout le

pays. Le 6 janvier 1979, le nouveau premier ministre, Chapour Baktiar, présente son gouvernement et un plan de « démocratisation », il annonce le prochain départ du Shah.

Mardi 16 janvier, le Shah quitte l'Iran, « en vacan-

Serge FOREST

## Brejnev en Bulgarie

REJNEV effectue actuellement un sé-Bulgarie, officiellement « pour se reposer ». Mais on peut aisément imaginer qu'il n'a pas seulement collègue et laquais bulgare, Todor Jivkov.

Les deux chefs d'Etat se sont officiellement réjouis de l'agression vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge). Et cette joie revêt un caractère particulière-ment meneçant vu le rôle particulier que joue la Bulgarie dans les visées du Kremlin sur les Balkans.

Pour aller en Bulgarie, le train spécial de Brejnev à traversé la Roumanie. Les observateurs ont noté que le leader soviétique n'avait pas été salué à cette occasion par Ceaucescu, ce qui confirme l'aiguisement des contradictions roumano-soviétiques. On sait que la Roumanie ne transige pas sur la défense de son indépendance. Ceaucescu a no-tamment toujours refusé que des troupes soviétiques à destination de la Bulgarie transitent par la Roumanie.

Et pour contourner cet

obstacle et faire de la Bulgarie une tête-de-pont de l'expansionnisme soviétique, le Kremlin a organisé des lignes de ferry-boats géants qui relient le port soviétique de Illitchousk et le port bulgare de Varna. Chacun des ces ferry-boats peut transporter deux trains entiers (sur 1,3 kilomètres de voies férrées), soient 108 wagons de 80 tonnes ou bien 150 chars du type T62: une division blindée toute entière..

Ceci constitue une menace militaire directe pour la Roumanie qui se trouve ainsi prise en tenailles entre l'Union soviétique et la Bulgarie, mais aussi pour la Yougoslavie sur laquelle les dirigeants bulgares ont, en Macédoine, des visées ex-pansionnnistes avouées et pour les autres pays balkaniques (Albanie, Grèce, Turquie).

Signalons à ce propos que les détroits turcs du Bosphore et des Darda-nelles – qui sont depuis longtemps un objet de convoitise du Kremlin - sont tout proches de la frontière

au sud, sud-ouest, nord et est du Kampuchea (Cambodge) OMME on pouvait s'y attention au Kam-

chea (Cambodge) n'est pas aussi calme que veulent bien le dire les agresseurs vietnamiens. Au contraire, d'après le Herald Tribune, les troupes vietnamiennes se heurtent à une forte opposition en plusieurs régions du pays.

Depuis longtemps préparées à l'agression vietnamienne, les forces du gouvernement légal se sont dispersées dans les maquis et les régions forestières, ainsi toutes leurs capacités de combat intactes pour reprendre l'offensive le moment venu. Une partie se serait regroupée dans les montagnes du Sud-Ouest, près 'u golfe de Siam. L'armée vietnamienne est dans l'incapacité de les déloger d'autant plus que la ré-gion est difficile d'accès, avec une issue sur la mer. C'était déjà une des pre-mières bases des guérilléros dans les années 1960. Des combats sont en cours dans les régions avoisinan-

Khemarak Phouminville, capitale de la province de Koh Kong, à l'extrémi-té sud de la frontière thaïlandaise, est toujours entièrement sous contrôle cambodgien, ce qui laisse supposer qu'une bonne partie de la province ellemême n'est pas prise par l'armée vietnamienne. Il

en est de même pour deux autres capitales provinciales: Tbeng Mean Chey dans la province de Preah Vihear et Samrong dans la province de Oddar Mean Chey au nord du Kampuchea. Ces deux villes et la campagne alentour ne sont reliées aux grands axes routiers que par des chemins de terre. La province de Koh Kong possède un petit aéroport et de nombreux ports de pêche, ce qui est d'autant plus intérressant que les agres-seurs vietnamiens n'ont pas réussi à détruire la flotille de guerre du Kampuchea démocratique.

Par ailleurs, les combats se poursuivent dans un certain nombre de régions

que les agresseurs pré-tendent bien contrôler : il s'agit par exemple de la région de Pursat, au sud des grands lacs sur le Tonlé Sap. Il y a aussi de violents combats dans la région de Siem Reap et des temples d'Angkor. Le second grand temple du pays, près de Preah Vihear au nord, est une zone de combat. Les patriotes cambodgiens dominent une colline d'où ils peuvent faire feu sur les troupes vietnamiennes.

Il y a aussi des combats près de Poipet, principal point de passage entre le Cambodge et la Thaïlande et sur le route menant de Sisophon à la frontière thaïlandaise.

Enfin, on signale même

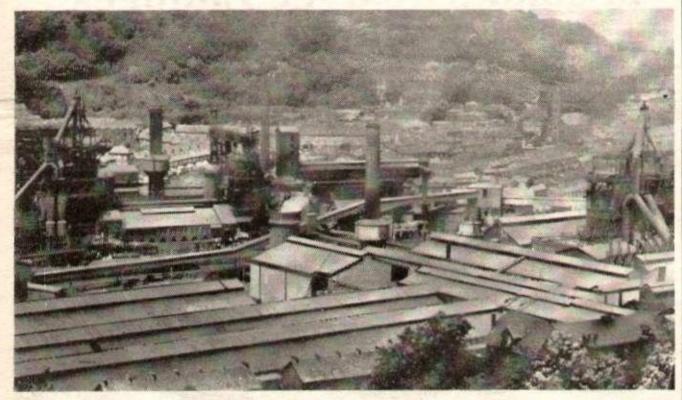
des combats considérables à l'est du Mékong qui fut pourtant la première zone envahie et dite « contrôlée ». Ce qui s'est passé, c'est que l'armée vietnamienne a foncé sur la capitale pour tenter de donner à ses fantoches du FUNSK une « audience » nationale. Ce faisant, elle a laissé sur ses arrière d'importantes troupes cambodgiennes qui maintenant la harcelent par derrière.

En fait, un coup d'œil d'ensemble sur une carte du Kampuchea montre que l'armée vietnamienne se heurte finalement un peu partout à la guerre populaire. Et elle ne fait que commencer !

C.L.



## La réalité économique du Nord-Pas-de-Calais



Une usine dans le Nord. Combien de temps encore en activité ?

L'HEURE où la fine équipe Giscard - Barre va nous présenter un plan miraculeux pour sauver la région du Nord, nous allons examiner la réalité telle qu'elle existe aujourd'hui pour les travailleurs de la région.

Le premier économiste de France ne s'embarrasse pas de principes. Comme il dit, il va sauver le Nord. Le sauver de quoi ?

#### DU CHOMAGE ?

Fin octobre 1978, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites était de 115 789. En un an, de 115 789. En un an, elles ont progressé de 24,6%, contre 11,5% au niveau national. Le taux de chômage (demandes d'emploi non satisfaites. population active) est de 7,8% pour le Nord, 8,7% pour le Pas-de-Calais, 8,1% pour la région. Il est de pour la région. Il est de 6,2 % pour l'ensemble du

pays. Et la situation ne risque pas de s'améliorer de sitot Le journal patronal Les Echos du mercredi 22 novembre 1978 publiait un court extrait d'une récente étude de l'observatoire économique régional Nord-Pasde Calais. Le passage cité est révélateur de l'avenir qui attend les travailleurs.

Voici ce qui est dit: « De tous les problèmes régionaux que la mission a examinés, ceux du Nord-Pas-de-Calais apparaissent les plus graves et méritent l'action la plus soutenue : les problèmes de conversion industrielle, déjà sensibles depuis une décennie, vont devenir dramatiques. La région va perdre 80 000 à 100 000 emplois d'ici à 1985, sans qu'apparaissent en contrepartie des possibilités importantes de créations d'industrie (...) La sauvegarde de la capacité industrielle du Nord-Pasde-Calais est fondamenta-

Voilà, pour les travailleurs ce sera encore pire d'ici peu, alors Barre et son plan de sauvetage, sur place on sait déjà à quoi s'en

#### D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE

Pendant l'année 1977, 21 000 emplois de l'industrie ont disparu. Ils se ré-

## LES SUPPRESSIONS

partissent ainsi :

#### Les industries de remplacement

Quelles sont les boites d'une certaine importance qui se sont installées ces dernières années au titre d'un plan de reconversion industriel ou quelques chose dans ce genre?

La seule grosse boite c'est Chrysler à Hordain avec 2 170 personnes (pour des milliers de licenciements, c'est un « succès »). Du côté patronal, certains chantent la victoire car Chrysler (Peugeot maintenant) pourrait ouvrir un service éléments de boite de vitesse un service barre de torsion et créérait ainsi...

A part ça, on a eu Antar qui a créé 300 emplois. Mais aujourd'hui il y aurait des rumeurs concernant une fermeture éventuelle. A part ca, rien ou pas grand-chose. Ah si, le groupe Péche et Froid à Boulogne pourrait ouvrir une usine à Boulogne. Cette boite emploierait environ... 150 personnes. Avec ça, il ne faut pas avoir envie de manger tous les jours.

Houllières :	4 000
Sidérurgie :	2 700
Fonderie:	1 000
Métaux :	1 000
Matériel ferro-	
viaire :	800
Machine-outil:	700
Taytile:	9.000

En 1978, la tendance n'a fait que s'accroitre. Pour 1979, le résultat sera encore pire avec le plan de restructuration dans la sidérurgie et les mines de fer. Dans les quatre ans qui viennent, 60 000 emplois sont menacés dans le secteur charbonnier, le textile, la si-dérurgie. En 1950, la région du Nord-Pas-de-Calais représentait 12 % de l'industrie du pays et 18 % de la population.

En 1985, la région repré-sentera 7% de l'industrie du pays et 7% de la popu-

En 1962, on comptait 259 000 salariés dans l'in-dustrie, en 1975, 221 000. En 1980, on en comptera 201 000 et en 1985, 182 500.

#### SEUL LE TERTIAIRE ...

Si l'on en croit les chifparus dans Les Echos les effectifs de ce secteur ont augmenté. Entrent dans cette activité, pour les économistes bourgeois, les banques, les assurances, les commerces, les services pu-blics (santé, enseignement, collectivités locales).

En 1962, on comptait 171 000 salariés dans le secteur, en 1975, 240 000, en 1980 (hypothèse d'école) on devrait en compter 269 000 et en 1985, on arriverait au chiffre astronomique de 300 000.

Mais là nous sommes déjà en mesure de dire que ce pari » ne sera pas tenu. Parce que le secteur tertiaire, par la mise en place de la télématique, la vulgarisation des ordinateurs va connaitre une baisse très sensible des effectifs. Nous en avons déjà parlé à la rentrée en septembre der-

Aussi les chiffres avancés sont en contradiction avec les propres données patronales locales qui prévoient un départ massif de population de cette région vers des cieux plus accueillants. Dans le secteur commercehôtellerie, de la la région de Lille et de Roubaix-Tour-coing, il y aura des pertes d'emploi assez importantes. Ce secteur est déjà en ré-gression depuis près de dix ans avec la disparition de centaines et de milliers de petits commerces. Dans la région Roubaix-Tourcoing, 9 000 à 14 000 emplois de ce secteur auront disparu entre 1975 et 1985. De plus, une région qui se vide, meme peu, de sa population n'absorbe plus autant d'enseignants, de postiers, de cheminots.

Le gouvernement ne laisse jamais plus de monde qu'il ne faut dans ce qu'il ne faut dans ce secteur, il aurait même tendance, d'après l'expérience que nous en avons, à toujours en mettre moins qu'il n'en faut.

## Barre:

## «Acceptez 3 licenciements et vous aurez peut-être un emploi»

PRES avoir abondamment loppé le thème des licenciements inéluctables harmonie parfaite avec les hommes du CNPF, Barre entonne aujourd'hui un autre couplet, celui des jours meilleurs qui ne devraient pas tarder à venir. Mardi, en direct de Matignon, le premier ministre qui n'est « ni cynique ni indifférent devant les problèmes douloureux du chômage » an-nonçait, au futur, la créa-tion de 11 600 emplois dans Nord-Pas-de-Calais, la

Lorraine, la région nantai-se et celle de Marseille. En fait, ce futur est plus que conditionnel, les principaux projets ne devant être ef-fectifs qu'en 1984 ou 1985. Destinées à enrayer la colère qui s'accumule « dans

régions touchées de plein fouet par la crise de la sidérurgie et des chantiers navais », les promes-ses de Barre ne règlent rien pour l'emploi de ces régions. Elles représentent, par contre, pour les capitalistes dont les investissements se feront dans ces régions la perspective de somptueux cadeaux gouvernementaux. L'examen de ce plan

Barre pour l'emploi appelle, en effet, plusieurs remarques : tout d'abord, la création de quelque 11600 emplois, à supposer même qu'elle se réalise en conformité avec les promesses, ne comblera absolument pas les 27 000 licenciements dans la sidérurgie et les 3 000 dans la navale qui sont prévus dans les deux ans à venir. Sans compter que les fermetures d'entreprises dans la sidérurgie ou la navale entrainent fermetures

et licenciements en chaine dans les secteurs qui en dépendent, en premier lieu les entreprises sous-traitantes.

Deuxièmement, les prin-cipales implantations industrielles annoncées concer-nent l'automobile et l'électronique (General Motors à Peugeot-Sarreguemines, Citroen à Charleville et Va-lenciennes, Renault-Peugeot à Douvrain, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, d'Aix).

Il s'agit-là d'un pari pur et simple s'agissant de branches industrielles soit en pleine reconversion, comme l'électronique, ou susceptibles d'être à leur tour touchées par les licencie-ments, comme l'automo-bile qui recourt massivement au travail intérimaire. Le gouvernement mise sur l'expansion garantie sans restructuration. Ou bien encore ces créations d'emplois viendront en même temps que des suppressions dans d'autres régions. Dans tous les cas, d'ici 1985, bien des changements sont possibles.

Troisièmement, les investissements auxquels procèderont les capitalistes dans ces régions pourront être financés jusqu'à concurren-ce de 50 % par des fonds publics grace, notamment, au Fonds d'adaptation industriel, dont notre ministre du Commerce extérieur dit qu'il est fait « pour permettre la réalisation de profitables investissements ».

En définitive, Barre va pouvoir se vanter, une fois de plus, de faire tout ce qu'il faut pour l'emploi. L'annonce de 925 créa-tions d'emplois en Lorraine en dit long sur les efforts du premier ministre.

Pierre MARCEAU



## DANS L'ACTUALITE

## Les plans aciers de la bourgeoisie

OUS avons déjà vu, à maintes occasions, que la crise qui frappe la sidérurgie française n'est pas isolée, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une crise capitaliste mondiale touchant particulièrement les pays d'Europe. Cette crise est aussi un moment privilégié pour les capitalistes qui profitent de l'occasion pour restructurer leur appareil de production, rentabiliser les secteurs les plus productifs.

Pour ce faire, la bourgeoisie a produit et produira encore des plans acier. C'est ce que nous allons voir aujourd'hui et dans les semaines qui viennent.

#### BILAN DU PREMIER PLAN ACIER

Le premier plan acier s'étalait primitivement d'avril 1977 à la fin de 1979. 16 133 suppressions d'emplois étalent programmées pour cette période.

Or, fin octobre 1978, avant la fin de l'échéance et juste avant l'annonce du deuxième plan acier, ces objectifs ont été largement dépassés!

Fin septembre 1978, Sacilor-Sollac et Usinor-Châtil-Ion avaient procédé à 17 765 licenciements.

Pour la seule Lorraine, la déflation des effectifs a été de 12 260 personnes pour ces trois groupes sur un « objectif » final de 12 541. Le premier plan acier a réalisé une prise de participation directe de l'Etat bourgeois : c'est une manière de faire cadeau aux monopoles de l'endettement du secteur sidérurgique (33,5 milliards de francs en 1977) et d'annuler les « aides » de l'Etat au patronat de la sidérurgie, aides qui s'élèvent à 12 milliards de francs, et on ne tient pas compte du « prix » de l'argent en 32 ans de financement, ce qui fait beaucoup plus!

Enfin, ce plan acier a définitivement substitué, à la direction des monopoles de la sidérurgie, des com-mis désignés par l'Etat aux maitres de forge. Ces commis, comme Etchegaray, ont pour objectif d'appliquer la politique de la fraction de la bourgeoisie monopoliste au pouvoir et d'engager la sidérurgie française à son tour dans une voie qui a déjà été prise par les pays voisins, que ce soit l'Italie ou plus récemment la Belgique, le Luxembourg et en partie l'Allemagne ; cette politique consiste en de « nouvelles opérations chirurgicales » qui se traduisent par des licenciements et du chômage pour les travailleurs, dans le cadre de l'Europe.

#### LE DEUXIEME PLAN ACIER

Le deuxième plan acier prévoyait la suppression de 10 à 15 000 emplois entre 1980 et 1983 à l'issue du premier plan acier (Voir HR No 875). Or, aujour-d'hui, ces prévisions sont largement dépassées. L'ampleur, la rapidité: jamais encore la sidérurgie n'aura procédé à une telle réduction des effectifs en un délai aussi court: 12 500 suppressions d'emplois à Usinor, 2 600 à Châtillon-Neuves-Maisons, 8 500 à Sacilor-Sollac, et ceci avant la fin de 1980!

Usinor-Chiers-Châtillon employait 48 558 salariés en novembre 1978. Le plan de restructuration va beaucoup plus loin qu'une simple intervention chirurgicale. Il ne s'agit plus de réduire simplement et brutalement la masse salariale pour augmenter la productivité mais d'une décision qui a pour objectif la refonte totale de l'appareil de production.

En d'autres termes, le coût social d'une telle opération n'a pas freiné ou même atténué les décisions des patrons du groupe. Ce monopole entend concentrer tous ses moyens sur son outil de production le plus rentable, c'est-à-dire Usinor-Dunkerque, et se retirer en partie ou totalement de la Lorraine.

Châtillon-Neuves-Maisons a décidé l'arrêt définitif de la Chiers-Longwy pour la mi-1979, supprime 2 600 emplois — dont 150 sont en dispense d'activité avec la condamnation des usines de la Chiers-Longwy, de Blagny, dans les Ardennes, et d'Anzin dans le Valenciennois.

Le groupe a décidé la poursuite des travaux à Neuves-Maisons dont la capacité sera portée à 1,2 million de tonnes avec des investissements de 300 millions de francs. Neuves-Maisons est sauvé, diront certains, mais le résultat de leur action de « soutien » à la rentabilité de cette usine est la liquidation de 5 000 emplois à Long-

C'est le prix que doivent payer les travailleurs quand on parle de politique industrielle « différente », c'est un beau cadeau empoisonné que le gouvernement donne aux syndicats.

Sacitor-Sollac employait 43 200 salariés au 31 décembre 1976 et les effectifs étaient de 34 914 salariés au 1er octobre 1978.

La déflation d'effectifs prévue entre le 1er mai 1979 et le 31 décembre 1980 sera de 8500 dont 6 800 à Sacilor et 1 700 à Sollac, alors que Giscard avait promis la création de 7 900 emplois dans l'automobile d'ici 1985!

Selon la nouvelle direction du groupe, cette réduction des effectifs a pour but d'améliorer la productivité du groupe qui passerait d'ici à la fin 1980 à 6,8 tonnes à l'heure à Sacilor et 6 tonnes à l'heure à Sollac.

Il est évident que la bourgeoisie monopoliste veut aller vite : il y a encore quelques mois, gouvernement et patronat laissaient entendre que les suppressions d'emplois s'étaleraient sur une période allant de 1979 à 1983. Les objectifs : dans les délais les plus brefs, rétablir l'équilibre financier.

Par exemple, en 1977, Sacilor-Sollac a enregistre environ 2,2 milliards de pertes. Pour 1978, le chiffre sera environ le même. Grève et occupation au centre de tri de Limoges

## Camarades. Dans vos centres de tri, impulsez la solidarité avec Limoges

U centre de tri de Limoges, les travailleurs poursuivent leur grève avec occupation. Un centre où Épinger, le chef de centre voulait imposer sa loi, la loi des monopoles qui restructurent les PTT. Installé au premier étage, ii lui suffisait d'ouvrir sa porte pour se retrouver juste derrière la verrière qui surplombe la salle de tri au rez-de-chaussée et épier ainsi les travailleurs. Si dans les centres de tri de la banlieue parisienne, l'administration met de la moquette et des plantes vertes, pour essayer de donner l'image de centre débarrassés de l'exploitation, ici elle n'hésite pas à employer les méthodes les plus éculées de la surveillance capitaliste.

Mais ici non plus, les travailleurs ne se laissent pas impressionner, et Épinger, qui avait aussi sévi à Tolbiac (Paris) était particulièrement haï. C'est sous une haie d'honneur d'où fusaient quolibets et injures qu'il dut abandonner le centre, le premier jour de la grève à minuit.

L'occupation continue toujours, les grévistes ont reçu le soutien de personnalités politiques. Mais le plus important, ce qui fera date, c'est le soutien des autres travailleurs de Limoges au travers de leurs sections CGT et CFDT. Soutien matériel qui commence, soutien moral qui montre qu'ils ne sont pas seuls et qui renforce, si besoin était, leur détermination. Plus les travailleurs sont unis et solidaires, plus ils sont forts, cette vieille loi de la lutte contre la classe bourgeoise est touj ours valable.

Camarades, cette solidarité doit dépasser le cadre d'une ville. Dans vos centres de tri aussi, prenez des initiatives impulsez la activement!

Hier, des responsables CFDT et CGT ont commencé à nous parler de la grève. Voici aujourd'hui la suite de leur interview dont nous publierons la fin demain.

#### Interview de délégués CGT et CFDT de Limoges (Suite)

HR: Il y a eu des problèmes pour l'occupation?

CGT : On est des habitués de l'occupation. Elle est planifiée, massive.

HR: La question de l'intervention des CRS?

CFDT: Elle a été envisagée peut-être au début, mais le chef de centre et la direction départementale ont bien vu qu'on était décidé, et à minuit, ils sont partis, disant qu'ils avaient reçu ordre d'abandonner le centre.

HR: Comment vous avez fait pour réaliser l'unité? CGT: Aucun problème entre CGT et CFDT. Avec FO, c'est plus difficile. Ils sont partis bille en tête, préavis illimité, maintenant, ils voudraient bien se retirer, mais ça leur est difficile, parce qu'il y a pression. HR: Et les gars de la base

CFDT: Le premier jour on a été à une soixantaine à la direction. Réponse : non sur toute la ligne. A la fin le directeur départemental reçoit un coup de téléphone, il nous dit : « Il y a dans cette salle des responsables qui se disent appartenir à FO et qui ne sont pas mandatés ». C'était deux militants qu'on connaît : un secrétaire départemental et un de la section FO. Ça a jeté un froid. Depuis, des trois qui se prétendaient mandatés, (il y a un inspecteur principal), un seul appartient au centre ; ils prennent les décisions tout seuls. Ils suivent l'unité. L'unité, c'est les gars qui la font. Tant que les travailleurs sont unis, les organisations syndicales, sont unies aussi. Même celui qui veut tirer du mauvais côté, c'est le cas de FO actuellement, il n'y a pas d'histoire, il est obligé de rester.

Les dirigeants de FO, c'est toujours le même scénario : ils partent bille en tête, puis ils attendent la faille pour essayer de récupérer les mécontents.

CGT: Avec les non-syndiqués, pas de problème. Il y en avait peut-être qui, au départ, n'avaient pas envie de faire grève, mais ils changent. En juin, j'ai vu des copains qui étaient pas d'accord avec la grève; ils sont aujourd'hui absolument pour. Le fait d'avoir occupé les locaux nous a sidés.

HR : Et les grèves de vingtquatre heures ?

CGT: Il y en a qui ont été suivies, mais à la fin, il y avait un manque de combativité. On l'a senti à la dernière sur la Sécurité sociale. Il y en avait qui étaient bien suivies (75 % à

Ce qui a peut-être aide l'administration pour son coup contre le bar-restaurant, c'est que la dernière grève, grève locale faite sur ce problème avec la CFDT, n'avait fait que 60 %. Peut-être que l'administration a alors été incitée à mettre les bouchées doubles ?

HR: La solidarité avec les autres centres de tri? CFDT: On est isolé, on sait ce qui se passe un peu, mais il y a des problèmes c'est sûr. CGT: On a touché nos sections syndicales, dans les bureaux autour: Poitiers, Châteauroux, Brive, Périgueux, Guéret, pour leur demander de nous aider s'il y avait des déversements. Là, c'est un problème national de tous les centres de tri. Aujourd'hui, c'est le Limousin, demain la Bretagne puis le Nord. Il faut s'organiser nationalement.
CFDT: Les centres de tri

sont très visés par le pouvoir. Les PTT c'est quelque chose d'important au plan économique, la vieille poste telle qu'elle était organisée ne correspond plus aux besoins des monopoles. Ils restructurent. Ca commence par les centres de tri : en plus c'est un secteur très combatif, alors quand ils peuvent éliminer quelque chose, ils le font.

CGT: S'ils mettent les centres de tri dans la zone industrielle, à la périphérie, c'est qu'ils ne veulent plus travailler avec la SNCF, uniquement avec des fourgons. Ils veulent supprimer les ambulants. Au point de vue politique, ils veulent transports privés, aviation parce que derrière, il y a les banques, C'est un secteur qui les intéresse. Et puis quand la SNCF se met en grève, ça paralyse aussi les PTT, ce ne sera plus possible avec les camions du privé.

#### INTERNATIONAL

## 3 jeunes Chinois sont libérés

jeunes Chinois, aucollectifs eurs d'un long dazibao en novembre 1974, arrêtés en 1975 sur ordre de la Bande des quatre, seraient libérés depuis le ler janvier après intervention du Comité central du Parti communiste chinois. Leur dazibao intitulé : « A propos de la légalité et de la démocratie sous le socialisme » (paru en français sous le titre « Chinois, si vous saviez... ») leur avait valu d'être réprimés par les quatres.

Arrêter les gens simplement parce qu'ils émettent des opinions différentes des vôtres était en effet l'un des moyens de prédilection de la Bande des quatre. Drôle de manière de convaincre...

Ce sont ces méthodes de type fasciste que les dirigeants et le peuple chinois condamnent au nom de la liberté d'expression, consignée dans la nouvelle constitution.

Que le dazibao incriminé

ELON l'AFP, trois contienne ou non des opijeunes Chinois, auteurs collectifs autre question qui ne se d'un long dazibao rêgle pas par la répression en novembre 1974, mais par le débat politique.

mais par le débat politique. Le cas de ces trois jeunes Chinois, dont s'était emparé l'organisation Amnesty international, n'est pas isolé. En effet, le Comité central du Parti communiste chinois a décidé de poursuivre jusqu'au bout l'enquête sur toutes les arrestations et condamnations prononcées du temps de la Bande des quatre, afin de réparer les injustices et erreurs lorqu'il y en a. La libération des trois de Canton » n'est donc pas comme l'ont écrit certains journaux une simple opération de prestige mais bien une attitude prolétarienne basée sur la recherche de la vérité. Comme l'indiquait Mao en 1957 : « Lå où des erreurs ont été découvertes dans notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires, nous avons pris ou nous prenons des mesures pour les corriger ».

Hausse des impôts locaux à Paris

#### Chirac joue un jeu dangereux

E 16 janvier, la majorité des élus parisiens ont approuvé le budget départemental de la capitale. Paris est l'unique cas en France à être considéré comme un ville et comme un département (département de la Seine - 75). Cette double identite à été le thème de disputes entre Chirac et Giscard. En effet, en tant que ville, Paris doit être financée, en partie, comme les autres villes par les impôfs locaux. Mais en tant que département, elle doit bénéficier des subventions de l'Etat. Le grand problème pour Chirac et Giscard fut donc de trancher quelles dépenses relevaient de l'Etat et lesquelles de la

Le budget départemental adopté sera générateur d'une hausse de 20 % des impôts locaux. Cette hausse de 20 % des impôts locaux s'explique par la participation de 40 % de la Ville de Paris aux dépenses du département de Paris.

Alors Chirac, maire de Paris, recule-t-il en acceptant des dépenses qui sont à la charge de l'Etat ?

C'est bien peu vraisemblable. Il s'agirait plutôt d'une tactique de Chirac, RPR, pour dénoncer auprès des Parisiens les investissements insuffisants de l'État, donc de Giscard.

NV

TRAVAILLEURS IMMIGRES

## 3 morts dans un foyer taudis gare de Lyon

3 victimes de plus à mettre sur le compte des marchands de sommeil



Après l'incendie les résidents du foyer-hôtel de la Boule d'or en majorité des Africains, viennent récupérer ce qu'il leur reste d'affaires.

ARDI matin 16 janvier, 6 heures il fait froid à Paris. Un travail-leur du foyerhôtel de la Boule d'Or, 22, rue de Chalon, derrière la gare de Lyon allume sans doute un chauffage d'appoint. C'est le drame, un violent incendie se déclare et l'hôtel s'embrase.

L'flot Chalon, dans le 12e, est constitué d'immeubles vieux d'un siècle. Depuis des années, il est question de le raser.

Les résidents du 4e, 5e et 6e étages ne peuvent pas sortir, les escaliers de bois sont en flammes... Il n'y a d'escalier de secours. résidents s'accrochent aux gouttières et se laissent

C'est au cours de cette fuite que trois d'entre eux ecraseront au sol. Plus tard dans la matinée, les pompiers retrouveront un corps carbonisé. Il y a également dix-sept blessés.

Alors on se demande comment c'est possible ! Une centaine de travail-

leurs africains vivaient dans ce foyer-hôtel d'une vétusté incroyable. Tout l'intérieur est en bois (escaliers, cloisons, planchers) aucune sortie de secours. Il y a un seul robinet par étage, pas d'eau chaude, pas d'électricité, et tout cela pour 350 F par mois. Pour un véritable taudis!

Le propriétaire, véritable marchand de sommeil, a eu le culot de mettre sur la porte « Immeuble tout con-fort » ! Toute la journée, il éteignait le chauffage, l'allumait vers 8 h 30 le soir, mais si faiblement que résidents grelottaient dans les chambres.

travailleurs Plusieurs m'ont raconté qu'il faisait

tellement froid dans les chambres que beaucoup rentraient se coucher le plus tard possible. Ils s'envelop-paient dans de nombreuses couvertures, et au matin, les draps étaient glacés, mouillés par l'humidité qui suintaient des murs.

Alors, il n'est pas étonnant que de tels drames se produisent. La colère était grande dans le quartier ce matin, colère car régulièrement, dans ce quartier, il y a des incendies et que rien n'est fait pour la sécurité, colère contre ces sinistres marchands de sommeil qui

entassent les travailleurs dans des lieux si insalubres, colère car tous les immeubles avoisinants sont dans les mêmes conditions de vétusté. Une fois de plus, les responsables sont ceux qui s'engraissent sur cette misère, qui touchent l'argent et qui ne font aucun entre-

Combien faudra-t-il de morts pour que les pouvoirs publics, la municipalité de Paris prennent enfin en compte la sécurité dans les foyers cercueils de la région parisienne?

Guy LANRIVAIN



Le foyer-hôtel de la rue de Chalon qui a brûlé. C'est en glissant de long de la gouttière pour échapper aux flammes que plusieurs résidents se sont écrasés. Un résident est resté dans sa chambre : il est mort brûlé vif.

## Les patrons et la Sécurité sociale : revenir 50 ans en arrière

se sont tenues hier, mardi 16 janvier. Assises sans surprise et qui ont confirmé les nouvelles orientades patrons pour 1979 : organiser l'économie française en fonction de la concurrence internatio-

Alors que les patrons francais prévoient une année 1979 calme... du point de vue électoral, leur objectif est aussi de diminuer les charges sociales, particulièimportantes en rement France, qui reposent sur les entreprises. « La vieille distinction entre l'économique et le social n'a plus grand sens » a déclaré Ceyrac hier à la presse. Ce qui veut dire, non pas que les patrons vont faire de l'économique en faisant du social... mais qu'en faisant du social, ils vont faire des économies!

Dans un premier temps, l'objectif est simple : casser la Sécurité sociale et revenir à un régime d'assurances proche, par bien des côtes, de ce qui exis-

tait au début du siècle. Au moment où le gouvernement vient d'augmenter le taux des cotisations, voici la position des patrons présentée par M. Chotard : « La protection sociale a pris dans notre système économique et notre société tout entière une place importante... mais la confusion croissante entre l'assurance et les transferts sociaux... a abouti à une structure monstrueuse dont le poids a sans doute dépassé les limites du tolérable. Surtout la part des entre-prises n'a fait que s'alourdir tout au long de l'évolution du système français. Le moment est venu d'y mettre un terme et de renverser la tendance. »

Constatant que 96,70 % des recettes de la Sécurité sociale proviennent des cotisations - 20,80 % sont à la charge du salarié et 76,20% à la charge des patrons -, Chotard propose comme système :

- Fixation par le Parlement de la progression des dépenses sociales ;

Séparation des caisd'assurances-maladies, vieillesse et famille et sup-pression de l'ACOSS qui permet d'utiliser les excédents d'un régime pour éponger les déficits des

autres :
- Création d'un corps de contrôleurs de gestion ;

— Augmentation de la participation de l'État et

financement progressif des allocations familiales par l'impôt (au lieu des entre-

- Retour à une participation égalitaire des cotisations employeur et sala-

Intervention accrue de la Caisse d'assurances-maladies dans la gestion des hôpitaux et contrôle de l'exercice médical (sur les arrêts-maladie en particu-

- Application d'un tic-ket-modérateur pour les dépenses pharmaceutiques (les médicaments seront moins remboursés);

Taxation du tabac et de l'alcool (et retrait de l'indice INSEE) et assurance spéciale pour certaines maladies et accidents ;

Revalorisation des retraites en fonction du coût de la vie et non plus des salaires

Nouveau pour les retraites complé-

Un projet cohérent, comme on le voit, et qu'il faudra reprendre de plus pres, mais dont on peut déjà dégager l'essentiel : payer moins et contrôler plus.

La crise a vraiment bon dos pour faire du social à

Claire MASSON

#### Rocard s'apprête pour le pouvoir

L'EMISSION « Question de temps », Rocard est apparu comme l'étoile montante du PS. Alors que Mitterrand représente une période révolue de l'histoire de ce parti, Rocard, lui, représente un PS prêt à assumer l'exercice du pouvoir, la gestion du capitalisme. Technocrate, « compétent », libéral et humaniste, l'image de Rocard ressemble beaucoup à celle de Giscard.

Lundi soir, Rocard était l'invité de l'émission « Question de temps ». C'est l'émission la première fois que Ro-card tenait la vedette à une heure de grande écoute à la télévision. Cela est réservé aux « grands » de la politique. Au même titre donc que Marchais, Mitterrand ou Chirac, Rocard a ses galons leader politique. A quoi est due cette consécration? Avant tout à ce que le PS est à un tournant. Ces dernières années, l'ambition immédiate des dirigeants sociaux-démocrates était de reconstruire leur parti et d'en faire une force politique capable un jour d'acceder au pouvoir. Mit-terrand a été l'homme de cette ambition. Ayant acquis une certaine popularité grace à son opposition a De Gaulle, ayant su utiliser la caution des dirigeants du PCF et la dynamique de l'Union de la gauche, Mitterrand a pu faire du PS le premier parti de France.

Aujourd'hui, une nou-velle période s'ouvre pour la direction du PS. Il s'agit désormais de se préparer à gouverner et de faire du PS un parti de gouvernement. Il apparait que Mitterrand n'est désormais plus l'homme de cette ambition actuelle même si, au demeurant, il reste à la direction du PS après le prochain congrès. Il n'est plus l'homme de l'avenir car il représente une ligne qui, actuellement, n'a plus de pers-pectives. Mais, surtout, l'orientation qu'il préconise et qui, pour l'essentiel, reste dans l'orientation définie au congrès d'Epinay est incompatible avec la défense des intérêts monopolistes que le PS gérerait s'il parvenait au pouvoir. Mitterrand préconise la satisfaction d'un certain nombre de revendications des travailleurs. Cr, les capitalistes qui sont confrontés à une crise grave ne peuvent accepter une telle orientation. Les déclarations de Ceyrac aux assises patronales sont significatives. Les capitalistes sont déterminés à aller encore plus loin dans leurs attaques contre les travailleurs. va de soi donc qu'ils ne peuvent guere accorder de crédit à l'orientation de Mitterrand. Ceci est d'autant plus vrai que Mitterrand est prêt à associer au pouvoir des dirigeants du PCF qui représentent un capitalisme monopoliste d'État très concentré et bureaucratique, orienté vers la coopération avec l'URSS, ce qui est incompatible avec leurs intérêts. Par ail-

leurs, Mitterrand est visé

politiquement. Il reste sur des échecs et, pour l'électorat, il n'est plus crédible.

Rocard, lui, offre de

toutes autres garanties pour les monopoles. Peu soucieux de démagogie et de pro-messes, il fait valoir d'autres arguments : la rigueur de la gestion, une certaine austérité, qui ne peuvent que plaire aux capitalistes. N'aime-t-il pas à répéter qu'« on ne doit pas pro-mettre plus qu'on ne peut tenir » ? Rocard parle plus d'autogestion, d'une autre façon de produire, plus acceptable, d'une autre façon de vivre ensemble que de revendications matérielles, Le réformisme rocardien répond parfaitement aux réformes préconisées par un patronat moderniste qui voit un moyen d'intégrer la classe ouvrière dans le système. Aux yeux des capitalistes, Rocard offre de plus une garantie de poids : il n'est pas lié comme Mitterrand, par ses options passées et futures, aux dirigeants et à la ligne du PCF. Au moment du congrès d'Epinay où le PS est allié au PCF, il était au PSU et critiquait déjà le 5 ligne Rocard représente pour les capitalistes une solution de rechange, une politique au fond Programme commun. La politique au fond peu dif-Giscard, à quelques réformes près. Certains dirigeants un du PS sont conscients que la ligne Rocard est la seule qui puisse leur ouvrir les portes du pouvoir. D'autant 👊 que Rocard est un homme neuf aux yeux de l'opinion. Sa carrière n'a pas connu les viscissitudes de celle de Mitterrand.

Henri MAZEREAU

## Amplifier le soutien aux emprisonnés corses

ASSOCIATION d'entraide aux familles des emprisonnés « A Riscossa » appelait à un rassemblement le 6 janvier à Bastia. Après la réunion d'information, les participants ont procédé à un barrage de route pendant une demi-heure. Au cours de la réunion, le non-respect, par le pouvoir, du statut politique des emprisonnés corses a été dénoncé. L'orateur de « A Riscossa » a évoqué : « Un bruit court que le ou les procès débuteront en février-mars ». La tactique du pouvoir est d'essayer de parcelliser les procès des prisonniers, de faire en sorte qu'il n'y ait pas UN grand procès, visant ainsi à en diminuer la portée. Le « Collectif de Corti », qui comprend plus d'une vingtaine d'organisations,

va se réunir pour décider de la ligne politique à mener lors du procès.

Par ailleurs, une journée de la Corse, organisée par le comité de soutien de Paris, est prévue à brève échéance. Marc Tirroloni, emprisonné depuis le 30 novembre dernier, a été libéré le 6

Nous publions ici un témoignage commun de Marie-Camille Roesch et M. C. Nicoli, respectivement sœur et mère des deux prisonniers, et qui parlent des conditons de détention. Nous appelons à soutenir les initiatives de « A Riscossa » et à écrire aux emprisonnés dont nous publions les adresses.

#### Marie Camille Roesch et MC Nicoli dénoncent les conditions de détention

ES détenus politiques sont maintenant au nombre de 30 (\*). Sans doute n'est-il pas inutile de préciser que jamais, depuis des décennies, les détenus politiques corses n'ont été aussi nombreux.

A l'heure du trentière anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, nous aimerions apporter quelques éléments sur leurs condi-tions de détention.

Les prisonniers politiques corses avaient obtenu leur regroupement à Fleury-Mérogis après plusieurs grèves de l'instruction.

Ce regroupement aliait leur permettre la prépara-tion collective de leur proces instruit dans la cadre de la Cour de sûreté de l'État. Or, depuis le jeudi 30 novembre, ils se sont trou-vés tous dispersés dans plusieurs prisons de la région parisienne (...). Les sept nouveaux prisonniers po-litiques déférés également devant la Cour de sûreté de l'Etat se trouvent de fait dans des conditions de droits communs, conditions

Souscription

aggravées par un isolement total : régime voisin d'un quartier de haute sécurité.

Nous qui sommes, l'une sœur d'un détenu de Fresnes, l'autre la mère d'un détenu de la Santé, nous avons mal en nous sou-venant que leurs mains et leurs pieds ont été attachés par des chaines.

C'est assez dire de quelle manière s'est effectué ce transfert auquel ont parti cipé une cinquantaine de gardes-mobiles: rien que

Depuis, les brimades se multiplient et les réglements intérieurs différent selon les prisons. Sont restreints : les temps de visite, le nombre et la qualité des visiteurs : les cousins, même germains, et les amis sont exclus; or, dans la plupart des cas, les proches parents des détenus résident en Corse ; certains emprisonnés se trouvent to-

talement privés de visite. Une fois de plus sont méconnues les difficultés tenant à l'insularité - déplacements et séjours dans la région parisienne coûteux et la persistance des traditions corses qui font que les liens amicaux peuvent être aussi forts que les liens de

Si les prisonniers, à Fleury, disposaient dans la matinée de 4 heures de promenade leur permettant de pratiquer un sport et de se maintenir dans des conditions physiques correctes, ils n'ont plus maintenant qu'une heure de promenade.

Dans chaque prison, le droit de préparer leur défense collectivement est supprimé de fait. Le droit de recevoir ou d'adresser des lettres en langue corse leur est également refusé.

Cellules sales, prison non chauffée (Santé), hygiène lamentable : quel que soit le statut des détenus, tout ceci constitue une atteinte à la dignité humaine.

Mais notre société dite libérale - si attentive aux excès de certains pays et si prompte à s'en émouvoir - est décidément plus

accomodante pour ce qui se passe en Corse

Un proverbe bien français ne conseille-t-il pas ce-pendant de balayer d'abord devant sa propre porte? Même si des divergences

peuvent exister sur les moyens utilisés par les détenus pour attirer l'attention sur le problème corse, il n'en demeure pas moins qu'ils ont été motivés par la volonté de ne pas céder au désespoir et de maitriser 'avenir du peuple corse, par 'amour qu'ils portent à leur lle et le souci qu'ils ont de la survie de leur peuple. Ils ont le droit d'exiger

l'application intégrale du statut politique.

M.C. Roesch M.C. Nicoli

(\*) Aujourd'hui ils sont quatre à Fresnes, six à la Santé et dix-huit à Fleury-Mérogis, après la libération de Tirroloni, en comptant Serge Cacciari qui avait été condamné à dix ans de

## PAREEUS ER TUTTI PATRIOTTI

## **Encore** 3 millions

Liste de souscription

Total précédent	• ) (			*	*	.16	1	0	64	,50	F
Supplément à réabonnement quotidien :											
S.J. Dreux										.10	+
L.P.J. Lyon											
Supplément à réabonnement quotidien plus											-
Hennebont										22	E
Cellule Gaston Monmousseau PCML Grenob	i.		*	٠		٠.	*	*	,	450	*
Modais	400		*	*		• •	*	4.1		100	-
Morlaix											
Sur vente de dessins et aquarelles Lille											
Des camarades Quimper											
A.B. Evry.								+		.30	F
Un ouvrier de Doittau Corbeil										.10	F
Un camarade grec Nantes											
Un proche sympathisant Nantes										100	F
Un couple de militants Nantes									1	000	E
Souscription à librairie							L	ve	m	200	F
Pas de Calais			9	10	714	200			THE STATE OF	709	F
Cellule P. Overney du PCML Brest									-4	600	F
Cellule P. Sémard du PCML Grenoble		100	1	0	8	10	3	1		700	ì
Une enseignante retraitée Grenoble			ě			•	Ž.			120	î
Un garagiste Grenoble				*		• •	*	*	*	20	
Un intellectuel Grenoble	•	2.2	*		*		*	*	*	20	
Un ouvrier Grenoble								*		- 20	÷
Un átudiant Cranchia					*		*	*	*	. 20	1
Un étudiant Grenoble							*			. 20	ř
Cellule grain d'orge du PCML Grenoble				+	-				. 1	560	ŀ
Cellule Clara Zetkin Grenoble			19							500	F
Cellule Gaston Monmousseau Grenoble										500	F
Cellule J Staline Grenoble										390	F

#### Ecrivons aux prisonniers

ECRIVONS AUX EMPRISON-NES, voici leurs adresses : FONTAINEBLEAU: 1, rue Sergent Perrier - 77305 Fontainebleau: STELLA Yves - No 4639

FRESNES: 1, avenue de la Division Leclerc - 94261 Fresnes Cedex : ROESCH Jean-Paul - No 680 159, cellule 12; BATTESTI Léonard - No 680 158, cellule 12; FILIDORI Mathieu - No 680 157, cellule 11; BATTESTINI Antoine - No 680 183, cellule 456.

SANTÉ: 42, rue de la San-- 75674 Paris Cedex 14: PANCRAZI Guy 194 212, cellule 1-38; NICOLI Jean - No 194 211, cellule 1-36; GRAZIANI Etienne - No 194 209, cellule 1-34; LORENZI François 194 210, cellule 1-35; MONDOLONI Jean-Jacques No 192 528, cellule 1-37; CORTEGIANI Hervé 194 215, cellule 2-31.

FLEURY-MÉROGIS, 7, avenue des Peupliers - 91705, Sainte-

COLOMBANI Jean-PIERRE No 75970 Bt D5 Cellule 11; PALAZZO Henri 77835 Bt D4 cellule 48; ALESSANDRI Pantaleon No 74082 Bt D5 cellule 34 MATTEI Antoine - No 72997 cellule 34: MATTEI Dominique -72998, cellule 33 ; LORENZI Pierre No 74332, cellule 40; ANZIANI Paul No 72992, cellule 46; PADOVANI Michel No 73001, cellule 11; GIAMARCHI Jules No 73002, cellule 12; CASAMATTA Jean-Tons - No 72993, cellule 36; SISTI Jean-Toussaint - No 72995, celtule 37; DARNAUD Jean-Baptiste - No 72999, cellule 43; LE MAO Roger - No 74670, cellule 38; PAOLI Antoine - No 74668, cellule 42; STUART Alain - No 74669, cellule 47; LEONI Noel - No 78075. cellule 10 : CRISTOFARI Toussaint - No 78074, cellule 8 ; CACCIARI Serge 76051, cellule 29.

Geneviève-des-Bois Cedex:

## Foyers SONACOTRA de Reims

## Une journée portes-ouvertes bien remplie

AMEDI 14 h, au foyer Sonacotra de la rue du Docteur Bienfait à Reims, deux banderoles, des affiches, une bonne par-tie des résidents dehors, car il fait grand soleil, pour accueillir les visiteurs : c'est

la « porte-ouverte ».

Il y a déjà quelques personnes, dont un avocat, conseiller municipal, qui nous dira par la suite tout l'intérêt qu'il a eu à voir concrètement les conditions de vie des immigrés dans les foyers. Il faut partir à la recherche des délégués et des représentants du Comité de coordination national, car il y a eu beaucoup de travail et le casse-croûte n'est pas fini.

Les premières visites commentées du foyer commencent : les résidents montrent les chambres étroites, mal insonorisées, où on ne peut rien faire et même pas ranger ses affaires; les lits sont si bas que certains ont mis des cales pour les sur-élever ; un WC, une douche, deux lavabos pour huit à dix personnes, etc. Quand on pense que certains tra-vailleurs sont dans le même appartement depuis six, huit ou dix ans! Les parties communes sont du même tabac, en particulier la salle de télévision, presque une cave et dont l'issue de secours ne permet de passer que courbé en deux !

Les discussions s'engagent, coupées régulièrement par le bruit du train, en face. Et puis, il y a l'exposition, les montages diapos, les films.

Tout l'après-midi, il y aura des visiteurs, venus d'horizons très divers, et c'est bon signe pour l'élargissement du soutien. C'est ainsi que sont venus les représentants du foyer Sonacotra Siegfried de Reims

en grève depuis le 1er sep-tembre, des représentants des foyers ARFA de Reims et d'Epernay qui s'efforcent de rejoindre la lutte, le journal local l'Union, un représentant du PS, le vicaire épiscopal de la mission ouvrière de Reims-Arden-nes, les anciens moniteurs d'alphabétisation (aujourd'hui licenciés !), une délé-gation du groupe Lutte Santé, de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés, l'UCFml, etc. Le Comité de parti de la Marne du PCML était représenté et avait fait parvenir un communiqué de soutien.

Il y aura aussi des délégations de syndicats venues apporter leur soutien : des représentants de la Commission exécutive de l'UIS-CFDT de Reims, du syndicat CGT des cheminots d'Epernay, de la section syn-dicale CGT des Compteurs Schlumberger (venus apporter une motion de soutien voir ci-joint), une délégation d'une douzaine de personnes du syndicat départe-mental CFDT des services Santé et des Services sociaux venus eux-aussi avec une motion de soutien (voir cijoint).

Somme toute, un aprés-midi bien rempli, qui, en montrant qu'ils n'étaient pas seuls, a renforcé les résidents dans leur lutte. Des contacts ont été pris per-mettant d'envisager l'élargissement du soutien et du comité de soutien. Des idées ont surgi : rencontre avec des sections syndicales, étude par des médecins sur la santé et l'hygiène dans les foyers etc. Des possibilités d'extension de la lutte sont aussi venus conclure cette journée « porte-ouver-te ». Un succès !

Correspondant Reims

#### Secton syndicale CGT des Compteurs Schlumberger

Aux camarades résidents de la Sonacotra.

Nous avons appris votre lutte contre la Sonacotra. Nous vous appuyons et vous soutenons et notamment votre Comité de coordination national.

Votre lutte est juste, non seulement contre la nacotra mai BUS contre le ra

Le soutien que nous vous apporterons, c'est celui de faire en sorte qu'il y ait une véritable unité de toute la classe ouvrière quelques soient les nationalités. Votre lutte est un bon moyen d'arriver à cette

Français-immigrés une seule classe ouvrière !

Les syndiqués CGT des Compteurs

CFDT syndicat départemental des services santé et des services sociaux de la Marne

L'assemblée générale du syndicat départemental Santé et Services sociaux CFDT vous apporte son entier soutien dans votre lutte contre la Sonacotra, sous la direction de votre Comité de coordination. Cette lutte fait partie intégrante du combat de tous les travailleurs français et immigrés contre le capitalisme contre le racisme et pour l'amélioration des conditions de vie. Sonacotra cédera!

L'assemblée général CFDT santé et services sociaux Le conseil départemental du syndicat Santé et Services sociaux de la Marne.

#### DU TRAVAIL POUR TOUS

## Loire-Atlantique: un chômage massif

FFICIELLEMENT 36 000 chômeurs dans le départe-ment, soit plus de 40 000 ! Le chômage s'est accru en un an de 22 % à Chateaubriant, 18 % à Nantes et St-Nazaire. Le taux des demandes d'emploi est de 24 pour une offre à Nantes et, record, 85 pour une à St-Nazaire (50 % des deman-deurs ont moins de 25 ans).

Le bâtiment a connu 4 000 pertes d'emploi en trois ans, et le seul grand chantier en vue est l'hôpital Nord de Nantes, censé démarrer fin 1979. Accune amélioration de l'emploi n'est attendue, au contraire.

La métallurgie, c'est d'abord la na-vale : Alsthom et AFO à St-Nazaire ; Dubigeon à Nantes, plus quantité de boites sous-traitantes ou dépendantes. Toutes, à des titres divers, connaissent compression d'effectifs, restructura-tions. Ainsi Brissonneau et Lotz-Marine annonce 225 licenciements, l'Electro Navale 25, etc. Les rares entrepri-ses qui offrent d'éventuelles perspec-tives d'embauche s'efforcent de pren-dre du personnel intérimaire ou sous contrat, telle la SNIAS.

Partout ailleurs, la situation n'est guere plus enviable que dans la navale, par exemple chez Huard (Fonderies) à Chateaubriant. Il en est de même dans les industries secondaires, comme la chimie (Kuhlmann ferme son usine à Paimbœuf, Atlas-Plastique à Issé licencie massivement), les Papiers cartons (Clergeau à Nantes, Sodipa à Guérande).

## Données sur la situation économique et sociale à St-Nazaire

D'après une enquête parue dans « l'Eclair » quotidien régional du 4 au 11 octobre 1978.

CHOMAGE: 6 804 chômeurs inscrits à l'agence de Saint-Nazaire au 1er octobre 1978 ; 12,4 % de la population active est au chomage (moyenne nationale: 6,75 %).

De fin août 1976 à fin août

1978 : progression de 80 %.

— Parmi ces 6 804 chômeurs,
2 000 licenciés, 2 000 « fins de contrat », 1 700 fin d'intérim.

47% ont moins de 25 ans. - Pacte pour l'emploi : 378 jeu-nes ont été embauchés, mais seulement 40 % d'entre eux ont été gardés en fin de contrat.

56 % des chômeurs sont des hommes (moyenne nationale : 48 %). Ce chiffre souligne l'exceptionnelle importance du chômage masculin sur le plan local. Par ailleurs, il existe très peu d'emplois féminins à Saint-Nazaire.

- A Saint-Nazaire même 14,5 % de la population salariée est au chô-mage. Ce qui fait un travailleur sur

ECONOMIE: Sur 100 salariés du sec-teur secondaire, 78 travaillent dans la navale ou à la SNIA.

département Alsthom-Atlantique: « navale » : 6 400 « mécanique » : 2 600. département

SNIA: environ 2 500 Navale : 530 licenciements (« pré-retraites ») à 56 ans et huit mois à partir du 1er août 1978 réduction d'horaire de 42 à 34 heures : perte du

pouvoir d'achat de 13 %

pouvoir d'achat de 13 %.

Depuis deux ans, 35 PME ont fermé: plus de 1500 licenciements. Près de 90 % des PME sous-traitent pour les chantiers ou la SNIA. En six mois, la plupart des entreprises de carénage ont disparu. Les boites d'intérim (« marchands d'hommes », comme on les appelle ici) sont passées de 84 à une vingtaine.

Secteur tertiaire: 13 % à Saint-

Secteur tertiaire : 13 % à Saint-Nazaire (à Nantes : 44 %) Bâtiment : autant de licenciements pendant le seul mois d'août que pen-dent les sent mois d'août que pen-

dant les sept mois précédents.

Répercussions sur le commerce local : baisse globale de 12 à 15 % de la consommation prévue par l'Union des commerçants. A noter : cette Union des commercants (très représentative sur le plan local) a fait don de 5 000 F aux syndicats CGT-CFDT pour l'or-ganisation (train spécial) de la journée nationale d'action dans la navale le

Logement : 20 % des locataires HLM ne paient plus leur loyer.

## Progression du chômage en Indreet-Loire

Demandeurs d'emplois	Offres non satisfaites	
officiels		
11 485	861	10/78
11 666	817	11/78

Depuis des licenciements ont encore eu lieu.

Décembre 1978 : DESCARTES : 50 licenciements aux établissements Boutiller (matériel de

camping et de caravaning); CHINON: 30 licenciements au CREA (ex-CECI), entreprise de câblage fin (essentiellement des femmes). Ferme-ture de l'entreprise ; 67 licenciements à « Les Tuileries », entreprise de chau-dronnerie, fermeture de la boite et

dépôt de bilan.

Et puis, il y a aussi les réductions d'horaires comme à la SAE (Société auxiliaire d'entreprises), matériel pour les routes : 32 heures par semaine pour 100 personnes.

TOURS: 65 demandes de licencie-ments sur 175 salariés chez Daoudal et Boue qui recourt de plus en plus à la valse des intérimaires ; 180 à 190 licenciements chez Schmid, fabrique de fûts, qui se transporte partielle-ment en Normandie pour diminuer ses frais de transport et augmenter ses bénéfices. Ses principaux clients sont les entreprises ferroviaires.

25 employés de magasin chez Girault. Ce monsieur cesse ses activités à 84 ans. Il ferme son magasin de confection du centre de Tours, vend juteusement ses locaux. Sa femme et sa fille possèdent chacune un grand magasin de confection à quelques pas du sien.

Un nombre encore non précisé de licenciements est prévu chez Orval (réparation de wagons). Orval est racheté par la Compagnie d'exploi-

tation des wagons industriels.

Dans le LOCHOIS (région de LOCHES : Chômage partiel aux établissements Dennery à Preuilly-sur-Claise. La section métal fait 24 heures par semaine ; la section bois 32 heures. CHATEAUBRIANT : Après Hemery (38 licenciements) — Voir HR No 993 — et réduction à 32 heures par semaine, la SAPAG (robinetterie) licencie 43 personnes. Cette entreprise appartient au groupe Pont-à-

#### **Echos de Tours**

#### Victoire des parents d'élèves de l'école Chateaubriand

E 4 janvier 1979, deux classes de l'école de Chateaubriand étaient inondées. Depuis dix ans, les parents d'élèves réclamaient des travaux de réparation auprès de la municipalité. Diverses actions eurent lieu depuis 10 jours. La dernière fut l'occupation pendant une journée d'une classe par les parents de la Fédération Cornec pour a montrer aux responsables municipaux que cette fois-ci les réfections demandées depuis dix ans devront etre effectuées complétement et sans

ne aucune pour les enfants». Les travaux ont enfin été décidés par Jean Royer. Ils devaient commencer le 13 janvier.

Correspondant

#### Royer, ta démagogie paye de moins en moins

N avril 1978, le principal pont de Tours enjambant la Loire s'effondrait. L'Etat propriétaire va le reconstruire, comme il lui plaira. La mairie donnera son avis, dont Le Theule et compagnie feront probablement autant de cas, que de celui du Conseil général d'Indre-et-Loire concernant le projet d'autoroute Tours-Angers.

Royer dont la popularité en tant que notable local est plutôt en bais-se, a décidé de profiter de la re-construction du pont Wilson pour améliorer son image de marque. améliorer son image de marque. Abandonnant momentanément ses méthodes autoritaires, il a organisé un référendum auprès de la population tourangelle pour choisir parmi quatre projets. Le projet le moins cher et le plus rapide a été choisi. C'est la réparation des ruines. Royer pourrait être content, c'était son projet préféré, mais non, même pas, 92,25 % des électeurs inscrits (soient 75 331) se sont abstenu. Pourtant le référendum a duré un mois!

#### Non à l'autoroute Tours-Angers!

OPPOSITION aux nuisances qui découleraient de ce nouveau cadeau à la Cofiroute s'est renfor-cée depuis l'article paru dans notre No 969. Le Theule, minis-tre des Transports a rejeté le tracé « Sud-Loire » choisi par le Conseil général de l'Indre-et-Loire. Mais malgré l'opposition très vive de la population à tout projet autoroutier, il s'est prononcé pour que « le meilleur tracé autoroutier soit recherché sur la rive

C'était le 1er décembre au Sénat, depuis le cher homme n'a pas donné de ses nouvelles. Quant à la population, elle demeure vigilante. Ainsi, une manifestation à Tours a rassemblé le 16 décembre un millier de personnes. Citadins et ruraux, écologistes et élus municipaux, militants syndicaux et politiques ont exprimé leur ferme opposition à tout projet autoroutier et leur préférence pour l'aménagement des axes routiers exis-

#### BLOC-NOTES



#### PARIS

Halte à l'agression vietnamienne

Cette soirée de témoignage et de débat est organisée par le Comité d'initiative national pour la création d'une association d'amitié France-Kampuchea. Un membre de la délégation du PCML au Kampuchea y participera. Des diapositives et un film kampuchean seront projetés. Elle aura lieu à la faculté de Vincennes, le mercredi 17 janvier 1979, amphi 2 à 16 heures.

#### NANTES

Contre l'agression soviéto-vietnamienne, indépendance pour le Cambodge

Ce meeting-débat est organisé à l'appel de l'OCFmi, du PCMI, et du PCRmi. Il sera animé par un patriote du Kampuchea et un membre de la délégation du PCML.
Il aura lieu le 19 janvier à 20 h 30 à Fraternité protestante : 3, rue amiral Duchaffault.

#### MONTPELLIER

Soirée d'information sur le Kampuchea démocrati-

L'invasion du Kampuchea (Cambodge) par l'armée vietnamienne est une atteinte injustifiable à l'indépendance et à la souveraineté d'un pays. Seuls l'expansionnisme et l'impérialisme peuvent expli-quer les actes des dirigeants du Vietnam dont la réponse constan-

te est la cynique négation de l'évidence. Mais le peuple du Kampuchea, profondément attaché à son iden-tité nationale, a une longue tradition de lutte. Il refuse le diktat et le joug vietnamien et mêne désormais une guerre populaire contre l'agression.

De par le monde, des pays et des voix épris de paix et de justice s'élèvent en faveur de la juste cause du Kampuchea démocratique, contre le défi vietnamien à la morale la plus élémentaire des relations internationales. Dans ce contexte lourd de menaces sur le destin du peuple du

Kampuchea, le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique vous invite à une soirée d'information suivie d'un débat avec la participation d'Alain Castan, de retour du Kampuchea démocratique en septembre 1978. Jeudi 18 janvier à 20 h 30, Salle des fêtes, Cité universitaire du Triolet à Montpellier. Le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique

de Montpellier

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM: PRENOM. 

(A retourner à la boite postale de l'Humanité

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : BP: 61 75861 Paris cédex 18 CCP: 30 226-72 D La Source Tel: 205-51-10 (répondeur); 205 52 23 (journalistes) 205 55 80 (administration)

Directeur de publication : Andre Druesne Commission paritaire No 57 952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépot légal 1er trimestre 1978

L'HUMANITÉ ROUGE - Jeudi 18 janvier 1979

## Après la Tchécoslovaquie et le Cambodge

# La Roumanie, prochaine victime de Moscou?

OMANIA va ramine libera! » (La Roumanie restera libre! »), scandait la foule rassemblée sur la grande place de Bucarest, tandis que Ceaucescu, secrétaire général du Parti communiste roumain (PCR) déclarait : « Le peuple roumain tout entier ne permettra jamais à personne de

violer le territoire de notre patrie! ».

Et la foule lui répondait en chœur : « Romania-Ceaucescu ! ». C'était le 21 août 1968, quelques heures seulement après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. Chacun, en Roumanie, savait parfaitement que l'Union soviétique pouvait très bien agresser la Roumanie comme elle venait d'agresser la Tchécoslovaquie. Et sans attendre, on en tira les conséquences : à tous les gens rassemblés devant lui, Ceaucescu annonça . « La constitution de gardes patriotiques, armées, composées d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels, défenseurs de l'indépendance du pays ».

Dix ans ont passé depuis - et la menace d'un coup de force soviéti-

que contre l'indépendance roumaine n'a fait que se préciser.

Le peuple roumain ne souhaite pas du tout la discorde avec le grand voisin oriental : il a besoin de la paix pour continuer son grand effort d'édification économique. Et il veut aussi rester maitre de son pays, maitre de ses richesses et maitre de pouvoir les utiliser comme il l'entend. N'estce pas là une aspiration profondément légitime?

#### LES ROUMAINS DISENT NON A LA « SPÉCIALISATION » SOVIÉTIQUE

Mais le Kremlin ne l'entend pas de cette oreille ! Dès 1959, Krouchtchev lança l'idée d'une « division internationale du travail » en Europe de l'Est et de la « spécialisation » de chaque pays. « Il n'est plus nécessaire, déclarat-il, que chaque pays socialiste développe absolument toutes les branches de l'industrie lourde comme dut le faire l'Union soviétique »

Pour le Kremlin, un tel projet permettait de faire tourner l'économie des pays d'Europe de l'Est au profit de l'URSS.

Pour les autres pays du Comecon (Conseil d'entraide économique), ces projets signifiaient pillage et dépendance, d'autant plus que l'URSS suggéra la création d'organismes supra-nationaux qui lui auraient permis d'imposer aisément ses volontés aux autres pays membres. Et pour la Roumanie, concrétément, cela signifiait l'abandon du développement industriel rapide qu'elle avait connu jusque là (10 % par an en moyenne).

A tous ces projets qui les auraient asservis, les Roumains répondirent - poliment, mais fer-mement : NON. Aux différentes sessions du Comecon de 1961 à 1963, ils se battirent pour faire échec aux projets soviétiques de création d'organismes supra-nationaux aux ordres du Kremlin, et obligèrent ainsi l'Union soviétique à renoncer à ses ambitions au moins en ce qui concerna la Roumanie. En avril 1964, le Comité central du PCR publia une résolution exprimant nettement la volonté de ne pas brader l'indépendance du pays : « Etant donné que l'essence des mesures préconisées consista à faire passer certaines fonctions de direction économique jusque là de la compétence de l'État respectif dans les attributions d'organes et d'organisme supra-nationaux, ces mesures-là ne correspondent pas aux principes qui sont à la base des relations avec les pays socialis-

Et la résolution ajoutait : « Aucun État n'a le droit de présenter ses propres intérêts comme des intérêts généraux ». Dans d'autres domaines également, la Roumanie agit pour préserver son indépendance et faire obstacle à l'hégémonisme soviéti-

Ainsi, au sein du Mouvement communiste international, le Parti communiste roumain lutta efficacement pour empêcher le parti soviétique d'imposer aux autres une condamnation de la Chine comme « déviationniste ». La résolution d'avril 1964 du Comité central indique explicitement : « Il ne peut y avoir de parti père et de parti fils, de parti supérieur et de parti subordonné ».

#### LES ROUMAINS ET LE PACTE DE VARSOVIE

Au sein du Pacte de Varsovie également — l'organisation militaire des pays de l'Est — les Roumains se battirent pour défendre leurs droits. Ainsi, en 1966, ils firent échec à un projet soviétique de création d'un organisme dirigeant ayant d'importants pouvoirs et qui serait sous commandement soviétique : les Roumains exigèrent au contraire une rotation au sein du haut commandement et le partage des responsabilités. Rien ne pouvait déplaire plus aux dirigeants soviétiques...

La volonté soviétique d'asservir toute l'Europe de l'Est apparut brutalement en 1968, quant 500 000 soldats russes envahirent la Tchécoslovaquie pour y imposer la loi du Kremlin.

Pour les Roumains, c'était un sérieux avertissement, d'autant plus que, dans le même temps, on apprenait que des troupes soviétiques étaient concentrées à la frontière roumaine... Sans tarder, les dirigeants prirent les mesures qui s'imposaient, conformément à l'intérêt du peuple et de l'indépendance nationale.

Dès le 4 septembre, un décret institua les « gardes patriotiques » chargées de seconder l'armée en cas d'agression. Et sur le plan extérieur, la Roumanie resserra ses liens avec de nombreux pays opposés eux aussi, pour des raisons diverses, à l'hégémonisme soviétique et notamment avec la Yougoslavie et avec la Chine, où Ceaucescu se rendit en 1971 et en 1978, avant d'accueillir le président chinois Houa Kouo-feng à Bucarest en août

Et cette visite fut l'occasion d'attaques furieuses de la presse soviétique, qui s'en prit tant à Houa Guofeng qu'à Ceaucescu dont le « crime » était... d'avoir invité Houa Guofeng et de l'avoir accueilli chaleureusement. Comme si c'était à l'Union soviétique de décider qui la Roumanie peut et doit accueillir chez elle ! — La presse roumaine a aussitôt dénoncé cette ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Roumanie.

Et si, au cours de l'automne dernier, les relations soviéto-roumaines se sont encore dégradées, ce n'est, pas plus que par le passé, la faute de la Roumanie, mais la consequence directe des plans expansionnistes et agressifs d'envergure manigances par le Kremlin.

#### DES MOYENS MILITAIRES PLUS QUE NÉCESSAIRES

Les 22 et 23 novembre derniers, s'est tenu le Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie, à huis clos.

Le représentant soviétique, le maréchal Victor Koulikov, commandant en chef des forces armées du Pacte, y a présenté un certain nombre d'exigences qui vont directement dans le sens d'un engagement militaire de grande ampleur dépassant le cadre européen. Il a exigé l'augmentation du budget militaire de chaque pays membre, et la création d'un organisme militaire supra national doté de larges pouvoirs. Il est clair que ces exigences n'étaient qu'une facette d'un ensemble comprenant

aussi la dénonciation d'un prétendu « complot maoiste-impérialiste » et la préparation du coup de force contre le Kampuchea (Cambodge) qui vient d'avoir lieu.

Là encore, Ceaucescu a refusé tout net, et dès son retour, il a apporté au peuple les explications nécessaires pour que celui-ci soit pleinement conscient des dangers. Il a déclaré : « Nous n'avons jamais cédé et nous ne cèderons à personne le droit d'engager l'armée roumaine dans une action militaire ».

Il a dénoncé l'hypocrisie des dirigeants soviétiques qui parient de désarmement, mais exigent en même temps que le budget militaire des pays du Pacte de Varsovie soit augmenté: « Les moyens dont le Pacte de Varsovie et l'OTAN disposent dépassent de beaucoup le nécessaire... Le maintien des capacités de défense doit avoir un caractère raisonnable, de sorte qu'il ne pèse pas sur le peuple ».

Et une résolution du Comité politique exécutif du Parti communiste roumain a souligné « la nécessité d'asseoir fermement la collaboration militaire sur les principes sacrés de l'indépendance et de la souveraine-té nationale », tout en précisant que cette collaboration devait se faire avec « tous les pays socialistes » — c'est-à-dire aussi avec la Chine et le Kampuchea.

Sans doute les termes employés sont-ils prudents ou mesurés — mais cela ne s'explique-t-il pas par la situation géographique de la Roumanie — juste à côté du géant soviétique aux dents de requin?

Les propos des dirigeants roumains ne recèlent aucune ambiguïté, pas plus d'ailleurs que la visite discrète qu'a effectuée une délégation gouvernementale roumaine en Chine juste après la session du Pacte de Varsovie...

Cela est sûr : la fermeté de la Roumanie à défendre son indépendance constitue un obstacle sérieux à l'expansionnisme agressif des dirigeants soviétiques, et un obstable qui se trouve au cœur même de leur « zone d'influence ». Depuis plus de quinze ans, ils se bornent à « contourner » l'obstacle roumain pour poursuivre leur offensive. Mais leur logique diabolique ne va-t-elle pas les pousser un jour à ne plus le « contourner», mais à vouloir l'écraser purement et simplement, comme ils ont fait en 1968 avec la Tchécoslovaquie, et comme ils font aujourd hui, par Vietnam inter-posé, avec le Kampuchea ? Jean SCHUBERT



Au sein des pays du Pacte de Varsovie la Roumanie occupe une position stratégique clé: pour l'URSS, la Roumanie est la porte d'entrée vers les Balkans — notamment vers la Yougoslavie et la Bulgarie. Actuellement, la Roumanie refuse tout transit de matériel militaire soviétique sur son territoire, ainsi que toute manœuvre. Le transit URSS-Bulgarie se fait avec les ferryboats géants, par la Mer Noire

1978 : Tchécoslovaquie 1979 : Cambodge

#### Une même dénonciation du même agresseur

« Il est inconcevable que dans le monde actuel où les peuples luttent pour défendre leur indépendance nationale, pour l'égalité des droits, qu'un État, que des États socialistes violent la liberté et l'indépendance d'un autre État ». (Ceaucescu le 21 août 1968)

« Le Kampuchea a mené pendant des années une lutte ardue et prolongée contre la domination impérialiste et pour la conquête de son droit sacré à l'indépendance nationale, à la souveraineté, à la liberté et au développement indépendant, C'est pourquoi rien ne peut justifier le soutien accordé aux éléments opposés à leur gouvernement — celui-là même qui a assumé la responsabilité de la lutte contre l'impérialisme et ouvert la voie du développement libre et indépendant vers le socialisme ».

(Scinteia, Organe central du Parti communiste roumain, le 10 janvier 1979)